

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de l'Organisation des Fedayin (Minorité)

SIXIEME ANNEE ----- NUMERO 23 ----- JUILLET 1999

DANS CE NUMERO:

- ? [Les ouvriers exigent l'augmentation des salaires](#)
- ? [La guerre du pouvoir bat son plein](#)
- ? [Comment peut-on passer de l'offensive capitaliste à l'offensive ouvrière ?](#)
- ? [Et l'Histoire a donné son avis...](#)
- ? [Une autre agression contre les droits des ouvriers](#)

Les ouvriers exigent l'augmentation des salaires

La crise économique et la faillite financière ont mis l'Etat islamique dans une impasse dont l'issue se trouvera dans son effondrement. Toutes les tactiques de la République islamique pour sortir de la crise et de la faillite ont échoué. Les prix ne cessent d'augmenter. Les politiques actuelles du régime, comme celles d'hier, ne font qu'aggraver la pression sur les ouvriers. Les capitalistes et leur Etat islamique cherchent toujours à faire supporter le poids des difficultés économiques et financières par les ouvriers alors que la hausse continue des prix et le taux galopant d'inflation rendent les conditions matérielles de vie de ces derniers extrêmement intenable. Les ouvriers et travailleurs et leurs familles affrontent une situation de pauvreté et de famine sans précédent. Des centaines de milliers d'ouvriers ont été licenciés. Des dizaines de milliers d'autres risquent le chômage ou sont dans une situation d'instabilité et de précarité. Des dizaines de milliers d'autres encore n'ont pas reçu un centime de salaire après plusieurs mois de travail. Bref, la pauvreté, la famine et diverses pressions sont infligées aux ouvriers et à des millions de membres de leur famille.

Par ailleurs l'Etat islamique vient d'annoncer l'augmentation du prix des carburants et d'autres produits et services publics à hauteur de 25%. L'Assemblée réactionnaire a accepté les augmentations. Le prix du litre d'essence est passé de 20 à 35 tomans. L'inflation n'avait pas besoin de ces augmentations pour monter encore plus. Les conséquences désastreuses des augmentations ont entraîné, dès l'annonce de celles-ci, la hausse importante du taux d'inflation. Le prix de beaucoup de produits de première nécessité ont vite accru, doublant ou triplant pour certains cas. Viande, œuf, sucre, sucre en poudre, lait et transports en commun sont plus chers maintenant. La hausse des prix et du taux d'inflation a baissé encore plus le niveau de vie des ouvriers. Les salaires sont tellement bas qu'en oubliant des produits comme

viande, fruits et autres, les ouvriers peuvent à peine satisfaire le tiers des besoins de leur famille. L'on peut dire facilement que la situation économique est si catastrophique que l'écrasante majorité des ouvriers et des travailleurs ne peuvent même pas se procurer les produits de première nécessité.

Les mesures prises par les capitalistes et leur Etat transfèrent le poids de la crise sur le dos des ouvriers. Les licenciements massifs, le non - paiement des salaires et traitements à temps, l'augmentation des produits et des services sous monopole de l'Etat, l'abaissement du niveau de vie des ménages ouvriers d'une part et le budget de cette année (l'année iranienne commence le 21 mars) font tous partie des ces mesures. Le budget de cette année, voté à l'Assemblée en février, accentue la pression de la crise sur les ouvriers. Les revenus fiscaux de l'Etat ont été augmentés de 50% dans ce budget.

L'augmentation importante des impôts vient principalement de celle des impôts indirects. A part les impôts directs prélevés sur les salaires des ouvriers et des fonctionnaires, les impôts indirects sont ceux dont l'Etat exige sur les produits et services de base. Etant donné que ce sont les ouvriers et travailleurs qui consomment ces produits-là pour une grande part, c'est encore eux qui doivent déboursier pour les impôts indirects. Ainsi les capitalistes volent les derniers sous qui restent aux ouvriers et travailleurs pour n'acheter que du pain rassis.

En plus, les capitalistes et leur Etat demandent à la classe ouvrière de supporter cette situation et de ne «rien» dire. Mais qui ne sait pas qu'il y a une limite de subir tant de difficultés ? La pression de l'exploitation et la lourdeur de la crise ne sont plus supportables. La situation est telle que même un responsable de la Maison de l'ouvrier (organisation gouvernementale) parle de difficultés «hors» limite, dans une lettre qu'il a récemment envoyée au journal Kar - e - Kargar. Les capitalistes et leur Etat déclarent en pratique la guerre à la classe ouvrière en prenant des mesures extrêmement anti-ouvrières d'envergure. Maintenant sans mener la lutte, il n'est pas possible de survivre. Il ne reste plus que des protestations sérieuses et des luttes intensifiées à mener. L'appareil d'Etat, occupé à ses querelles internes, ne dit rien de la situation de la classe ouvrière et de sa condition de vie catastrophique. Il garde le silence même sur la revendication d'augmentation des salaires ! En effet l'indexation des salaires au taux d'inflation a été l'une des principales revendications des ouvriers. Il y a eu 18% d'augmentation de salaire l'année dernière. Cette augmentation n'a guère satisfait les ouvriers, vu que le taux d'inflation était de 50%. C'est pourquoi ils ont mené des luttes dans ce domaine. La continuation de la hausse des prix et du taux d'inflation cette année n'entraînent que la baisse des salaires réels encore plus. Les ouvriers n'ont même pas pu satisfaire leurs besoins de base au niveau de l'année passée avec ces soi-disant augmentations salariales. La baisse des salaires réels et la continuation de la situation de privation et de famine ont fait que les ouvriers aient mis à la tête de leurs revendications l'augmentation des salaires proportionnellement à la hausse du taux d'inflation. Il y a 2 ans, lorsqu'un dollar valait de 400 à 500 tomans, les responsables et les journaux du régime évaluaient le minimum des dépenses d'une famille de 5 membres à 120 000 tomans pour qu'elle ne soit pas considérée en sous du seuil de pauvreté. Maintenant grâce au gouvernement de monsieur Khatami le dollar vaut plus de 800 tomans et l'on peut imaginer aisément les pressions économiques imposées aux ouvriers et à leurs familles.

Les capitalistes et leur Etat exploitent et répriment le plus sauvagement possible les ouvriers. Ils poussent les ouvriers et travailleurs dans le gouffre de pauvreté et de misère. Ils les affament. En plus, ils leur demandent de ne rien dire et de subir toutes les difficultés. Mais les ouvriers ayant supporté au-delà de leur capacité toutes les restrictions de l'ordre existant, n'ont jamais arrêté les protestations, sous une forme ou une autre. Des dizaines de grèves, de

manifestations et de sit-in ont été faits. Ils n'ont pas d'autres solutions que de s'unir de plus en plus et de mener des luttes plus intenses contre les capitalistes et les politiques anti-ouvrières de l'Etat. A part l'augmentation des salaires, en haut des revendications, les ouvriers exigent dans les luttes les revendications suivantes : signature des conventions collectives, plan des carrières, paiement des arriérés de salaires, moyens de sécurité sur les lieux du travail, amélioration de la sécurité sociale, arrêt des fermetures d'entreprises et arrêt des licenciements. Maintenant l'indexation des salaires au taux d'inflation est à la tête des revendications ouvrières. L'Etat islamique a toujours laissé sans réponse cette revendication des ouvriers tout en accordant une augmentation insignifiante à la fin de chaque année. Les ouvriers se sont bien aperçus que le «haut conseil du travail» décidant des minima salariaux est là pour les tromper. Ce haut conseil défend les intérêts des capitalistes. Ce n'est pas le haut conseil du travail mais celui du capital. Ce conseil ne fait qu'appliquer les décisions des capitalistes et de leur Etat. Et tant que le régime de la République islamique est là, ce sera ainsi.

Les ouvriers doivent retrousser les manches eux-mêmes en revendiquant l'indexation des salaires au taux d'inflation et en menant des luttes unitaires pour briser le silence de l'Etat. La bourgeoisie et l'Etat islamique essayent volontairement de marginaliser la classe ouvrière et ses revendications. Ils ne veulent pas résoudre les mille et une difficultés qu'ils ont créées pour les ouvriers. Alors tant que les ouvriers n'ont pas balayé l'ordre existant, ils devraient organiser et développer un mouvement de protestation indépendant afin de faire reculer les capitalistes et leur Etat et de leur imposer leurs revendications. Les militants ouvriers et les ouvriers conscients ont sans doute un rôle important dans l'organisation de ce mouvement. La lutte organisée et unitaire garantit la victoire ouvrière contre le capitalisme.

La guerre du pouvoir bat son plein

La scène politique de la société iranienne est actuellement celle de la guerre du pouvoir des factions adverses. Comme attendu, la nouvelle année (l'année iranienne commence le 21 mars) a débuté par les querelles graves entre les factions du régime. La faction de Khaménéï a commencé une vaste offensive contre celle de Khatami dès le début de l'année. Le journal Zan, proche des Constructeurs, a été interdit par le tribunal de la contre-révolution islamique. La Cour suprême a rejeté l'appel de Karbastchi, secrétaire général des Constructeurs et ancien maire de Téhéran jugé pour abus, pots-de-vin etc. Il a dû aller en prison pour deux ans. La motion de censure contre le ministre de la culture et de l'orientation islamiques, un autre membre des Constructeurs, a été présentée à l'Assemblée de la réaction islamique (Madjles). Et finalement la commission centrale des scrutins a invalidé l'élection de 5 membres du conseil islamique de la ville de Téhéran. Il est aisé de constater que la faction de Khaménéï a concentré ses attaques contre l'un des groupes constituant la faction de Khatami, les Constructeurs. Cette tactique avait des raisons et objectifs précis. Primo la faction de Khaménéï ne voulait pas s'en prendre à toutes les composantes de la faction du président. Elle a voulu attaquer un groupe de la faction de Khatami pour l'affaiblir et s'en prendre progressivement aux autres. Bien que les Constructeurs soient numériquement négligeables, mais étant donné leur expérience pour mener l'appareil bureaucratique de l'Etat, ils composent les principaux cadres exécutifs du gouvernement de Khatami. C'est pourquoi il est clair que les supprimer fait partie de la stratégie de la faction de Khaménéï. Secundo la faction de Khaménéï a choisi de s'en prendre aux Constructeurs, c'est-à-dire le maillon faible du front dit du 23 mai (date de l'élection de Khatami à la présidence en 1997, ceux-là même qui ont dirigé l'appareil exécutif et étaient les opérateurs des politiques de l'Etat islamique à l'époque de l'ex-

président Rafsandjani. Les Constructeurs n'ont toutefois aucune base ni de crédit populaires. En plus leur parti et leur existence dépendent d'un petit groupe de hauts bureaucrates de l'appareil d'Etat. C'est pourquoi les accrocher est à la tête de la stratégie de la faction de Khaménéï. Elle préfère s'attaquer aux Constructeurs qu'à Khatami ou au Rassemblement du clergé. Les armes ont donc été pointées vers les Constructeurs. De sérieux coups leur ont été portés. Mais malgré tout, le résultat des hostilités a été plutôt bon pour Khatami et non pas pour Khaménéï, le guide et le numéro 1 du régime. Dans cette bataille du pouvoir des factions, celle qui avait attaqué la première, la faction de Khaménéï, a subi deux lourds échecs qui ont des conséquences directes sur le rapport des forces maintenant et dans le futur. Premièrement le ministère de l'intérieur a annulé la décision de la commission des scrutins et les 5 membres du conseil islamique de la ville de Téhéran ont été réintégrés. Le fait qu'Abdollah Nouri ait été mis à la tête de cet organe municipal d'Etat indique que désormais l'exécutif dirigé par Khatami est le principal décideur et non pas les organes de la faction adverse. Cet événement ouvre la voie d'une nouvelle bataille entre le ministère de l'intérieur de Khatami et le Conseil de la surveillance, limitant le droit de contrôle de ce dernier sur les prochaines élections législatives de la réaction islamique. Si le ministère de l'intérieur a le pouvoir d'annuler la décision de la commission des scrutins, alors pourquoi pas il ne l'aurait pas pour celle du Conseil de la surveillance. C'est bien pour cette raison que la faction de Khaménéï a subi un échec sérieux dans ce domaine. Mais l'échec encore plus lourd était le fait que l'Assemblée n'ait pas voté la motion de censure contre le ministre de la culture. Ce dernier a continué à exercer son poste. La faction de Khaménéï avait mobilisé toutes ces forces pour faire tomber le ministre de la culture et empêcher ainsi la politique soi-disant d'ouverture tronquée de Khatami. L'échec de la motion de censure contre Mohadjérani, le ministre de la culture islamique de Khatami, a donné un résultat complètement inverse à ce qu'attendait la faction de Khaménéï. La politique de Khatami et son ministre a été ainsi approuvée par l'Assemblée de la réaction islamique. Cela veut dire que Khatami peut désormais mener ses politiques culturelles sans avoir à craindre la faction adverse. L'échec de la motion de censure a eu un autre résultat non moins important. Le rapport de forces fragile de l'Assemblée a changé en faveur de Khatami. Désormais la faction adverse ne pourrait plus utiliser le levier de pression de l'Assemblée pour déstabiliser Khatami. Ces évolutions et le nouveau rapport de forces en résultant renforcent la possibilité d'affrontements ouverts entre les partisans de Khatami et la faction adverse. La faction de Khaménéï a encaissé échec sur échec ces deux dernières années. Elle ne constate aucune perspective pour faire échouer la faction de Khatami. Elle essayera donc d'employer les moyens de contrainte et de répression, officiels et officieux, qu'elle possède pour enrayer la progression de la faction de Khatami.

Comment peut-on passer de l'offensive capitaliste à l'offensive ouvrière ?

Le non - paiement des salaires et des traitements des ouvriers est en train de se généraliser. L'appréhension de perdre son travail et de la précarité envahit le corps et l'esprit de l'ouvrier jour et nuit comme un cauchemar. Les capitalistes et le patronat qui ont organisé une offensive vaste contre la classe ouvrière par les licenciements collectifs et massifs emploient toujours le bâton du chômage pour contrer le mouvement revendicatif des ouvriers. Tout en jetant des centaines de milliers d'ouvriers dans les rues, ils accentuent la pression du travail et de l'exploitation sur les ouvriers actifs. Ni les capitalistes ni leur Etat ne se prennent responsables des ouvriers licenciés et ne s'occupent de leurs difficultés. Il est clair que les ouvriers protestent contre ces faits et demandent souvent leur réintégration, aussi bien au cours des manifestations et des rassemblements qu'en se plaignant auprès des commissions de

soi-disant médiation du ministère du travail. Malgré tout cela, les problèmes ne sont pas résolus. Les capitalistes et leur Etat ne leur proposent ni travail ni indemnité suffisante de chômage. Le grand nombre d'ouvriers licenciés ayant travaillé leurs meilleures années de vie pour les capitalistes et leur Etat sont envoyés à l'abattoir du système inhumain capitaliste. Ces ouvriers privés des minima sociaux et des standards internationaux dans le cadre du système capitaliste sont de plus réprimés par le régime de la République islamique.

C'est en se servant du bâton du chômage que le patronat exploite les ouvriers actifs. De nombreuses unités de productions marchent maintenant soit en sous de leur capacité, soit sont à moitié fermées. Les capitalistes et le patronat bâclent de plus en plus la production sous divers prétextes afin de profiter de la crise à leur compte. Ils mettent ainsi les ouvriers dans une situation de précarité. Ils veulent supprimer d'une manière ou d'une autre les avantages liés à l'ancienneté des ouvriers. Le patronat met en semi - fermeture les entreprises et ensuite commence à les fermer définitivement. Dans le même temps les licenciements massifs interviennent ou bien les ouvriers sont obligés de partir en acceptant une indemnité pour être réembaucher sous des contrats à durée déterminée. Dans ce dernier cas, les ouvriers sont privés de leurs anciens salaires et avantages et le patronat les licencie plus facilement.

C'est à cause de ces politiques profondément anti - ouvrières du patronat, soutenu par l'Etat, que nous sommes témoins des licenciements massifs et des injustices flagrantes. Les capitalistes ne s'arrêtent pas là. Nous constatons maintenant qu'ils refusent de payer à temps les salaires. Rien que pour se faire payer des mois d'arriérés de salaires, les ouvriers sont maintenant obligés de mener des luttes. Le non - paiement des salaires devient un phénomène assez général. L'Etat soutient les capitalistes en la matière. Ils emploient en plus cette politique pour redoubler la pression sur les ouvriers. Certains salaires ne sont pas payés depuis 9, 12 ou des fois 14 mois. En plus, il y a des cas où les ouvriers protestataires ont été menacés de licenciement !

La classe ouvrière d'Iran subit actuellement des pressions de toutes parts et passe l'une des plus difficiles de son existence. Les licenciements massifs ont mis au chômage des centaines de milliers d'ouvriers sous le gouvernement de Khatami. Le grand nombre des chômeurs sont privés de la sécurité sociale la plus élémentaire et des indemnités de chômage. Les ouvriers actifs n'ont pas la sécurité de l'emploi et le spectre du chômage est au-dessus de leur tête. Des coupes sont opérées chaque jour dans les salaires sous diverses calembredaines. L'offensive des capitalistes et de leur Etat a avant tout fait baissé effroyablement le niveau de vie des ouvriers et de leur famille. L'augmentation des salaires de cette année a été extrêmement insuffisante et ne correspond guère au taux d'inflation. Le salaire est passé de 10 051 rials par jour à 12 061, ce qui fait 378 300 rials par mois soit 20% d'augmentation, alors que le taux d'inflation a été beaucoup plus important. En fait le salaire réel a encore baissé cette année. D'après les aveux des journaux du régime, suite à la hausse des prix des produits et des services sous monopole de l'Etat, entre autres l'augmentation de 75% des carburants, le prix des autres produits a aussi augmenté. Par exemple les loyers ont grimpé entre 30 à 50%, la viande, le sucre et le sucre en poudre de 20 à 50%. Le journal gouvernemental Kar - e - Kargar du 12 avril confirme que la viande rouge, le poulet, l'huile de cuisine, le sucre, le sucre en poudre, les fruits et légumes ont augmenté de 20 à 50% et les loyers de logements de plus de 40%. La réalité est que la République islamique impose de graves pressions aux ouvriers. Les capitalistes et le patronat profitent au maximum de la situation en crise actuelle pour leur compte en intensifiant l'exploitation des ouvriers. Malgré les difficultés existantes, ces derniers ne sont pas restés les bras croisés et ont mené la lutte et la résistance. Les informations des luttes ouvrières, relatés même partiellement par les journaux du régime, indiquent que d'énormes barrières de la République islamique n'ont pas empêché le

mouvement ouvrier. Les grèves, rassemblements de protestation, manifestations et d'autres formes de lutte ouvrière sont de plus en plus nombreux.

Selon les mêmes informations, qui ne reflètent certainement pas toutes les luttes des ouvriers, durant ces deux ou trois derniers mois, des milliers d'ouvriers licenciés ont manifesté soit devant les entreprises soit les administrations pour exiger leur réintégration. Nous pouvons citer le rassemblement des ouvriers de l'entreprise des appareils électroménagers de Saveh, des ouvriers de construction de Dolatabad à Rey, des ouvriers briquetiers d'Uroumieh ou encore des 2400 ouvriers de textile du Mazandaran à Gha'emchahr.

La multitude des protestations ouvrières pour exiger le paiement des arriérés de salaires est frappante, par exemple plusieurs rassemblements des ouvriers Nakhkar devant l'usine et le ministère du travail, ceux de l'entreprise Djavahérian, ceux de Kian - Tcharkh à Khorramdarreh, ceux de l'usine de traitement des déchets métalliques à Chahryar, ceux des ouvriers de l'entreprise des matériaux de construction devant la banque des industries et des mines, ceux d'une entreprise de service à Tabriz devant l'hôpital Razi, ceux des ouvriers des textiles Pars à Racht, etc. etc.

Bien que le développement des luttes ouvrières aient pu un peu arrêter l'offensive des capitalistes en ce qui concerne l'arrêt des licenciements, la réintégration, les indemnités de chômage, le paiement des arriérés de salaire, le paiement des salaires à temps, l'augmentation des salaires proportionnellement au taux d'inflation, la signature des conventions collectives etc., mais il n'a pas pu faire reculer les capitalistes à l'échelle nationale. Car ses luttes souffrent de leur spontanéité et du sabotage des organismes de l'Etat. Par ailleurs elles sont éparpillées et séparées les unes des autres. C'est pourquoi elles n'ont pas pu neutraliser l'offensive des capitalistes et permettre la progression des ouvriers.

Les ouvriers doivent supprimer toutes les barrières qui se trouvent sur le chemin de leur mouvement indépendant. Ce sont les ouvriers conscients et les militants du mouvement ouvrier qui doivent assumer cette lourde tâche. Il est clair que les ouvriers licenciés, chômeurs et actifs n'ont pas d'autres solutions que de s'unir pour mener une lutte organisée coude à coude contre l'offensive capitaliste.

Il faut empêcher les organisations du régime, entre autres les conseils islamiques du travail et la Maison de l'ouvrier, de saboter les luttes. Il faut bénéficier de la fracture des factions du régime pour constituer les organisations indépendantes dans chaque usine et entreprise. La constitution des organisations indépendantes fait avancer de plusieurs pas le mouvement ouvrier. Les ouvriers peuvent résister au patronat et lui imposer leurs revendications en s'organisant dans les formations indépendantes ouvrières en vue de mettre sur pied les organisations à l'échelle nationale et dans tout le pays. Le jour où les organisations indépendantes nationales des ouvriers seront constituées, la classe ouvrière bravera la classe capitaliste et mènera une lutte de fond dans tout le pays. C'est ainsi que la classe ouvrière pourra passer à l'offensive contre la classe capitaliste.

Et l'Histoire a donné son avis...

La crise de l'Etat et la fracture entre les factions du régime de la République islamique d'Iran s'approfondissent. De cette fracture sort le cri de liberté des populations opprimées qui ont été mises à l'écart pendant 20 ans par une violence inouïe. Mais les mouvements de liberté

populaires sont en train de renaître petit à petit. C'est à cause de cette spécificité de la société iranienne que le rôle de la presse et des journaux a une place particulière. Les deux factions principales se querellent pour sauver le régime. Elles ont opté des attitudes différentes face à la presse. La faction de Khatami veut que la presse ait des libertés limitées sous le joug de la République islamique et de ses lois, selon le commentaire propre à cette faction desdites lois. Mais le but principal de la faction de Khatami, représentant plusieurs couches précises de la bourgeoisie, est de sauver le régime de la République islamique dans son ensemble et améliorer sa situation. La concrétisation de cette politique, dans une société sous le despotisme islamique depuis deux décennies (en faisant abstraction de la longue période du despotisme monarchique), ne peut pas se faire comme la faction de Khatami voudrait ou ne peut pas se limiter dans le cadre que cette faction ne désire pas dépasser. Alors il n'y a pas que la faction de Khatami, ayant besoin de ce cadre pour faire avancer ses politiques, qui peut se servir de l'espace créé, toute classe ou couche sociale peut en profiter, certes inégalement. Les ouvriers et travailleurs constituent la majorité des couches sociales à qui sont imposées les politiques oppressives de la République islamique plus que les autres. Pourquoi ne devraient-ils pas se servir de cet espace pour organiser leur mouvement indépendant ? En plus, ils ont toutes les raisons d'entrer dans l'arène, car la République islamique a rendu leur situation économique plus catastrophique que les autres.

L'autre faction du régime veut aussi préserver la République islamique. Cette faction est ouvertement pour plus de tyrannie. Quand elle s'en prend à la presse, sous prétexte de lutter contre «non-respect des règles islamiques », elle veut effectivement faire taire les masses populaires. Pour cette faction, interdire des titres de presse est un moyen pour étouffer toute la société. C'est pourquoi les dirigeants de cette faction ne cessent d'agresser la presse et les écrivains.

La dernière offensive mais non pas l'offensive finale

La dernière offensive, et certainement pas l'offensive finale, a été préparée par le chef du pouvoir exécutif, le mollah Yazdi, pendant les vacances du nouvel an iranien (du 21 mars pour 13 jours) c'est-à-dire la période où les journaux ne paraissent pas. Il a élaboré les préparatifs de l'offensive au cours de la première prière du vendredi. Yazdi est un réactionnaire fini et l'un des principaux adversaires de Khatami. Il prêche ouvertement la répression et la violence totales. Il a donc dit clairement, pendant la première prière du vendredi de l'année, que les journaux écrivent ce qu'ils veulent et mettent en question les «fondements de l'islam ». Il a prévu des arrestations imminentes. Il n'a pas hésité à réprimander le ministère de la culture et de l'orientation islamiques et ses responsables qui ne comprennent rien des «fondements de l'islam », d'après lui. C'est pourquoi, selon Yazdi, ils permettent la publication de n'importe quel journal ou livre. Il a adressé des avertissements au ministre de la culture et même au président de la République. Ces menaces que Yazdi a pris le soin de les répéter n'en étaient pas des fausses. Dès que les journaux ont reparu, les menaces ont été mises à exécution. Il fallait commencer par un journal. Le tirage au sort a désigné le journal Zan (femme) dont la directrice est Fa'ezeh Hachémi-Rafsandjani, fille de l'ex-président de la République et l'une des principaux membres des Constructeurs. Car Zan avait osé publier quelques phrases du message du nouvel an de Farah Diba, épouse du Chah et une caricature sur une loi islamique qui s'appelle «dieh ». Le tribunal de la contre-révolution islamique a donc ordonné l'interdiction de Zan le 6 avril. En prohibant un journal comme Zan, dirigé par la fille de l'ex-président de la République et actuel chef du Conseil du discernement du régime, les autres journaux semi - indépendants ou indépendants et les journalistes et écrivains épris de libertés devaient recevoir le signal. La faction dont Yazdi fait partie a déclaré les hostilités aux Constructeurs et au ministre de la culture, membre des

Constructeurs, en fermant Zan. Elle a ainsi annoncé le refus des politiques du ministre de la culture donc des politiques de Khatami.

L'attaque de Yazdi ouvrait la voie de celle contre les autres journaux. Mais le ministère de la culture a contre-attaqué en publiant un communiqué dans lequel il a signalé que ce n'est pas les tribunaux de la révolution islamique qui doivent s'occuper des délits commis par la presse mais le tribunal de la presse. La vague de protestations a, par la suite, commencé contre l'interdiction de Zan. Le ministère de la culture a également déclaré, d'une position de faiblesse et d'apaisement, qu'il n'avait jamais prétendu connaître les «fondements de l'islam » comme il faut. Il a rajouté que seules les lois peuvent «distinguer et commenter » ce qui est contre les fondements de l'islam. Le ministre de la culture a expliqué au chef du pouvoir exécutif que «le haut conseil culturel », en présence du président de la République, a décidé que les contraventions aux règles islamiques doivent être remarquées par le «conseil de la culture publique ». Et que ce conseil est composé de personnalités externes au ministère de la culture et de l'orientation islamiques, entre autres des mollahs de l'école coranique de Qom. Le ministre de la culture a donc essayé de calmer Yazdi en précisant que ce n'est pas son ministère qui décide de ce qui est contre l'islam et en rappelant son attachement à l'islam ainsi qu'au droit spécial du clergé pour discerner et commenter les lois.

Les déclarations du ministre n'ont toutefois pas fait infléchir Yazdi et sa faction. Ce dernier a de nouveau déclaré que Zan est contrevenant aux règles islamiques et a commis des actes contre-révolutionnaires. Il a précisé que c'est bien le tribunal de la révolution islamique qui doit s'occuper de ce genre d'affaires. Il a ensuite commencé à mobiliser des bassidjis (miliciens islamiques). Comme il s'agissait de Zan (femme) et de sa directrice (encore une femme !), alors Yazdi a fait rassembler des dizaines de bassidjis (au féminin !) devant l'Assemblée de la réaction islamique. Elles y ont exigé l'expulsion de la directrice de Zan également députée à l'Assemblée et l'interdiction de tous les journaux qui insultent les lois islamiques. Dans ce climat créé contre Khatami, il a fallu trouver autre chose pour enfoncer encore plus le clou. Alors l'on a pensé au dossier de Karbastchi, ancien maire de Téhéran. Ainsi l'appel de Karbastchi a été rejeté et les deux ans de prison lui ont été confirmés. Pour faire taire la presse et les écrivains tout cela n'a pas semblé suffisant. Alors des personnalités qui ne sortent qu'en faisant tourner leur glaive au-dessus des têtes sont intervenues. Rahim Safavi, commandant en chef des pasdaran (gardiens de la contre-révolution islamique), est ainsi sorti de sa cage. Il a menacé les «plumes empoisonnées et toxiques ». Le colonel Naghdi a été le prochain qui a donné des avertissements aux «plumes vénéneuses » dont les possesseurs sont des «complices terroristes » qui ont tué Sayad - Chirazi. Certains journalistes ont reçu des menaces de mort ici et là ou ont été tabassés. Les journaux de la faction de Yazdi ont commencé à dire que le mois de moharram (mois arabe où le troisième imam des chiites a été tué) sera le mois du sang et de l'épée. Le journal Front de Dehnamaki (un des chefs des bandes paramilitaires du régime qui s'appellent Ansar - e - Hezbollah) a écrit : «La presse pourrie, complice de l'assassinat de Sayad - Chirazi ». Front s'impatiait particulièrement pour que moharram arrive et la presse indépendante et les écrivains soient «punis ». Les contextes étaient tout préparés pour ensanglanter la presse au mois de moharram. Un vaste complot contre la presse et les écrivains était préparé par Yazdi. Il ne restait qu'un jour au mois de moharram.

Khatami a menacé de dénoncer

L'attaque contre la presse et le ministre de Khatami et les politiques de ce dernier l'a finalement obligé à riposter. Il s'est rappelé soudainement des assassinats de l'automne dernier par les agents du ministère des renseignements. Dans un discours à l'adresse des préfets, le 17 avril soit la veille du 1er jour de moharram, Khatami a parlé de «groupes anonymes » qui ont

des activités «sataniques » sous le masque de défense des choses «saintes ». Il a dit que si ces activités continuaient, il serait amené à dénoncer «les meneurs » afin d' »empêcher le trouble de l'ordre public ».

Les déclarations de Khatami, qui ont déjà prouvé par elles-mêmes qu'il cache des vérités à l'opinion publique, étaient chargées d'un certain nombre de menaces. Ces déclarations, qualifiées de «déterminantes » par ses sympathisants, ont ouvert la voie à ces derniers et à toute la communauté de la presse et des écrivains afin de stigmatiser la faction de Yazdi et ses mesures. Tout de suite après les déclarations de Khatami, 125 écrivains lui ont envoyé une lettre ouverte dans laquelle ils ont constaté la perte de temps dans le dossier des assassinats de l'automne dernier. Dans une autre lettre signée par 394 journalistes, ces derniers lui rappellent la nécessité de «préserver la dignité des êtres humains » et se sont plaints des violences contre les journalistes et condamnent l'interdiction de Zan. De plus la plupart des journaux, sauf ceux de la faction de Yazdi, ont considéré que les gestes de cette faction contre la presse ne sont voués qu'à l'échec. Certains journaux comme Néchat, Khordad et Arya, ont même publié les articles de Zan pour narguer la faction de Yazdi !

La dernière balle qui n'a pas atteint la cible

La faction de Yazdi devait, à ce moment-là, tirer sa dernière balle. Trente et un députés de la faction de Yazdi ont alors déposé une motion de censure contre le ministre de la culture. Dans le même temps, les meutes d'Ansar - e - Hezbollah (bandes de voyous et de paramilitaires) ont été lâchées dans les rues pour scander contre le ministre de la culture et le président de la République jugés trop ouverts (! !) et les fossiles de la ville sainte de Qom ont envoyé leurs soutiens à Yazdi et à sa faction. Mohadjérani, le fameux ministre en question, a commencé à vérifier les «règles religieuses » et «les droits généraux » dans son «conseil de la culture publique » en compagnie des «connaisseurs du droit et de la charia islamiques » ! Lutter contre la religion, insulter les valeurs religieuses dans la presse et les livres et aider à reconstituer l'Association des écrivains ont été les principaux chefs d'accusations que les députés censeurs avaient formulés contre Mohadjérani.

C'était dans ce chahut que la commission des scrutins a décidé d'annuler l'élection de 5 personnes proches de Khatami, apparemment ayant obtenu le plus de voix au conseil islamique de la ville de Téhéran. Mais le 29 avril Khatami a inauguré la première séance dudit conseil en présence des mêmes 5 élus dont l'élection a été invalidée ! Par ailleurs le ministère de l'intérieur a confirmé leur élection et ainsi la faction de Yazdi est sortie déconfite de cette affaire.

Tous les efforts de la faction de Yazdi contre la presse et pour restreindre le champ d'action des journalistes et des écrivains se résumaient, à ce moment-là, à la motion de censure envers le ministre de la culture qui était en fait une motion de censure des politiques de Khatami. La faction de Yazdi voulait cueillir les fruits de ces efforts à la séance de la censure le 1er mai. Mohadjérani et les Constructeurs s'étaient rangés au côté de la faction de Yazdi quand elle a interdit le journal Jaméé. Ils ont opté pour la même politique pour l'élection de l'Assemblée des experts. Cette fois-ci, ils devaient soit faire la même chose soit défendre pour l'instant la politique dite du «développement politique » de Khatami tout en prenant en considération les attentes de la communauté de la presse. En dehors de l'Assemblée la société demandait plus de libertés politiques et monsieur le ministre de la culture ne pouvait pas fermer ses yeux bien qu'il ait envoyé auparavant plusieurs lettres d'avertissement à des directeurs de la presse. Mohadjérani, ministre de la culture et membre influent des Constructeurs, a choisi cette fois-ci la seconde solution et défendu à l'Assemblée les politiques de Khatami.

C'était la faction de Yazdi qui avait la majorité à l'Assemblée. Mais coup de théâtre, la motion de censure contre Mohadjérani a été rejetée par 121 voix pour et 135 voix contre. Résultat : la faction de Yazdi a encore essuyé un échec.

Bien que la querelle sur la presse et les écrivains et le nouveau cycle des attaques de la faction de Yazdi se soient terminés en défaveur de cette dernière, mais cela ne marquera pas la fin des hostilités. La liberté de pensée et d'expression n'est toujours pas admise et les gens luttent pour la prendre. Dès le lendemain du rejet de la motion de censure contre Mohadjérani, les journaux de la faction de Yazdi, comme Ressalat, Keyhan etc. demandaient le changement des politiques et la restriction du champ des activités des journalistes. Par ailleurs les journalistes et écrivains qui ne dépendent pas de la faction de Yazdi craignent toujours les représailles de cette faction et de ces bandes de voyou d'Ansar - e - Hezbollah. Il n'y a aucun signe confirmant que ces bandes seraient neutralisées. L'ensemble des faits rappelés et analysés dans le présent article illustrent que les journalistes et écrivains ont traversé des chemins sinueux ces deux dernières années. Ils ont engrangé beaucoup d'expériences. Ils ont fait des pas en avant par rapport aux années passées. Abstraction faite de toutes les querelles et de tous les objectifs des factions du régime, la vérité est que ni la faction de Khatami ni aucune autre faction ne peuvent ordonner l'arrêt d'une société qui brûle de la soif des libertés politiques et lutte pour les prendre. Car personne n'obéira à ce genre d'ordre. Ce genre d'ordre est contraire à la marche de l'histoire. Et l'Histoire a donné son avis : la République islamique doit disparaître !

Une autre agression contre les droits des ouvriers

La République islamique multiplie ses mesures réactionnaires contre la classe ouvrière d'Iran. Alors qu'elle n'a causé déjà à cette classe que de la pauvreté et la misère, la famine et le chômage, l'exploitation sauvage et la privation des droits les plus élémentaires, l'Assemblée de la réaction islamique vient de voter les principes d'une loi dont si elle passe en totalité les ouvriers des entreprises de 3 ou moins de 3 effectifs ne seront plus couverts par le code du travail.

Les ouvriers d'Iran savent que le code du travail de la République islamique est déjà réactionnaire. Il est rédigé en faveur des capitalistes. Les standards internationaux dont les Etats sont tenus à respecter et de nombreux droits des ouvriers sont inexistantes dans ce code du travail. Mais la République islamique a dû céder certains droits aux ouvriers dans ce code, grâce aux luttes de ces derniers, bien qu'une partie soit restée lettre morte et jamais appliquée. Maintenant la République islamique s'efforce de reprendre le peu de droits qui restent aux ouvriers dans ce code. La loi en question est un début de nouvelle agression de l'Etat islamique contre les ouvriers.

La République islamique n'a pas mis en pratique le code du travail aux entreprises de moins de 5 ouvriers depuis plusieurs années. Les ouvriers des petits ateliers n'étaient pas couverts par les minima salariaux et leurs horaires jamais précisés par l'Etat. Ils n'ont ni droit à la sécurité sociale ni aux avantages des grandes entreprises. Le patronat a licencié les ouvriers des petites entreprises quand il le voulait. Cette réalité est si flagrante que même les dirigeants de la Maison de l'ouvrier, qui n'ont d'autres devoirs que s'efforcer de trouver des compromis entre l'ouvrier et le capitaliste et de dévier les luttes de la classe ouvrière d'Iran, la constatent

aussi. Mahdjoub, le secrétaire général de la Maison de l'ouvrier dit : « Le code du travail ne s'applique pas actuellement dans les petites entreprises et les ateliers. » Ce laquais du système capitaliste et partisan du régime anti-ouvrier islamique prétend que le manque d'inspecteurs du travail empêche l'application du code du travail élaboré par l'Etat islamique.

Tout ouvrier sait bien que ces déclarations sortent de la bouche d'un partisan du capitalisme. L'inexistence des droits des centaines de milliers d'ouvriers ne peut pas se justifier par le manque d'inspecteurs du travail. Il n'est pas de la nature de la République islamique de défendre le droit de l'ouvrier ou d'empêcher que certains droits reconnus ne soient pas bafoués. C'est tout le contraire, la République islamique a sans cesse essayé, directement ou indirectement, officiellement ou soi-disant légalement, de piétiner les droits des ouvriers. La question est alors : pourquoi la République islamique veut légaliser ce qu'elle a fait pratiquement jusque maintenant en modifiant le code du travail maintenant ? La modification du code du travail en défaveur des ouvriers est en fait le début d'une série de mesures que la République islamique veut prendre contre tous les ouvriers, entre autres ceux des grandes entreprises. Dès l'époque où Rafsandjani était le président de la République islamique, des dirigeants du régime ont proposé des modifications du code du travail. Les responsables économiques du gouvernement de Rafsandjani voulaient des révisions telles du code du travail pour que les capitalistes puissent décider sans obstacle des salaires, des embauches, des licenciements et des horaires du travail. Ils disaient que les conditions d'investissement national et international seraient meilleures ainsi et les créations d'emplois suivraient. Aujourd'hui la République islamique vise la même cible, elle a commencé par les petites entreprises pour terminer par les grandes. Les personnes qui ont proposé les modifications du code du travail prétendent aussi que dans ce cas-là il y aura plus de chance pour créer des emplois et la situation matérielle des ouvriers sera meilleure. Mais la vérité est que l'objectif principal est de faire exploiter plus les ouvriers pour faire gagner plus les capitalistes. Si cette loi est votée dans son ensemble, les ouvriers des petites entreprises seront exploités plus sauvagement et n'auront officiellement et ouvertement pas de droit. Elle permettra au patronat de décider des salaires à sa guise et augmenter les heures du travail. Les ouvriers n'auront officiellement plus droit aux indemnités de chômage, à la santé et à la retraite. Etant donné que le patronat n'aura plus aucune responsabilité des problèmes, entre autres les accidents du travail, ces derniers monteront en flèche. Cette loi facilitera le licenciement de nombreux ouvriers. Des entreprises avec plus de 3 effectifs commenceront à licencier pour que le code du travail ne leur soit pas applicable.

Bref, plus de 2 400 000 ouvriers travaillant dans 1 400 000 entreprises de moins de 3 effectifs seront privés des petits droits qu'ils ont encore et seront donc exploités encore plus brutalement. Arrivera ensuite le tour des grandes entreprises. Les factions de soi-disant gauche et de droite du régime sont d'accords pour cette mesure anti-ouvrière. Les dirigeants de la Maison de l'ouvrier qui se disent contre l'adoption de cette loi ne sont que des hypocrites. Leurs différends avec les factions de l'Etat sont platoniques. Les dirigeants de la Maison de l'ouvrier veulent que cette loi soit appliquée, seulement ils ne veulent pas que cela soit légiféré afin d'empêcher et de récupérer les protestations des ouvriers. Les ouvriers savent que le représentant de la Maison de l'ouvrier au ministère du travail a donné son accord, sans que le code du travail change, pour que les capitalistes puissent licencier les ouvriers avec plusieurs années d'ancienneté et embaucher avec des contrats à durée déterminée. La prétention des dirigeants de la Maison de l'ouvrier, se disant défenseurs des droits des ouvriers, est sans fondement. Les ouvriers doivent résister aux agressions de l'Etat islamique d'une manière organisée et indépendante. Les ouvriers ne veulent pas du code du travail anti-ouvrier de la République islamique. Ils luttent pour un code du travail révolutionnaire. Mais pour l'instant ils défendent leurs moindres acquis dans le code du travail actuel. Les ouvriers

ne sont pas d'accords que le code du travail soit modifié et ne couvre pas les petites entreprises.